

Bolivie : Evo demande aux Etats-Unis l'extradition de Reyes Villa

14-01-2010

L'ex-préfet et ex candidat présidentiel Manfred Reyes Villa a parlé hier depuis Miami. Il a 19 dénonciations pour malversation d'au moins 12,5 millions de dollars durant sa gestion à la tête du département de Cochabamba. Il allègue être persécuté.

"Morales a dit de moi : je le veux en prison comme il se doit", a dit l'ex-candidat présidentiel Manfred Reyes Villa depuis Miami où il accuse le gouvernement de la Bolivie de "persécution politique". Dans ce pays, l'ex-préfet de Cochabamba a 19 dénonciations pour malversation d'au moins 12,5 millions de dollars durant sa gestion à la tête de ce département. Au Palais Quemado on a assuré que le président n'a jamais ordonné de poursuivre Reyes Villa et on a précisé que les trois mandats d'arrêt ont été émis contre lui par la Justice. Ils ont aussi exigé au président des États-Unis, Barack Obama, la remise du fugitif à Interpol. Et ont demandé à la Cour Suprême de Justice qu'elle sollicite l'extradition de l'ex-candidat, comme elle l'a fait avec l'ex-président Gonzalo Sanchez de Lozada, avec statut social de "réfugié" aux États-Unis. pour le meurtre de 65 personnes. "Lamentablement, j'ai du quitter la Bolivie parce que, plus qu'avoir un cas judiciaire en cours, je suis victime d'une persécution politique", a dit Reyes Villa au journal El Nuevo Herald de Miami. Ainsi a prit fin un mois de spéculations à l'endroit de l'ex-capitaine. Dans ce laps de temps, Morales a indiqué que l'ex-candidat arrivé deuxième dans les élections présidentielles du 6 décembre dernier était déjà aux États-Unis. Dans son parti, Plan Progrès Bolivie - convergence Nationale (PPB-CN) on a réitéré que le leader se trouvait en Bolivie. Devant l'évidence du fait qu'il était parti, ses porte-parole ont soutenu qu'il se trouvait "à l'abri" et ont défié le Ministère de Gouvernement pour qu'il le trouve. "A l'abri signifiait Miami", a élucidé hier le ministre de la défense, Walter San Miguel, qui a transmis le sentiment officiel pour la confirmation que Reyes Villa n'est pas dans le pays. "La première chose qui saute aux yeux est une confession directe de Reyes Villa par rapport à son attitude délictueuse après avoir fui la Justice bolivienne (...)". (...) En novembre passé, en pleine campagne présidentielle, il a été ordonné la détention de l'ex-préfet parce qu'on supposait qu'il pouvait abandonner le pays, comme il l'a finalement fait. Pour son absence, le Ministère public de Cochabamba a émis trois mandats d'arrêt à son encontre. (...)

"Nous avons un monarque qui veut être le maître de la vie des boliviens et qui suit les desseins de (Hugo) Chávez et de Cuba", a dit Reyes Villa à Nuevo Herald. Aux Etats-Unis, il rejoint la liste des ex-fonctionnaires publics boliviens poursuivis par la Justice, comme Sanchez de Lozada et Carlos Sanchez Berzaín, son ministre durant le massacre d'octobre 2003.

"Nous exhortons le gouvernement d'Obama à ce qu'il cesse de recevoir ces gens et les mette à la disposition d'Interpol. Mais si cela ne se fait pas, doit avoir lieu ce processus judiciaire d'extradition, comme cela a été fait dans les cas de Sanchez de Lozada et de Sanchez Berzaín. "A l'ambassade des Etats-Unis on a informé qu'ils n'ont pas encore reçu "de communication officielle " du gouvernement bolivien pour connaître dans quelle situation réside Reyes Villa dans ce pays. Le gouvernement n'exclut pas le fait que la formalité de le déclarer "réfugié", comme pour les fonctionnaires impliqués dans le massacre de la Guerre du Gaz. Sebastián Ochoa, Pagina/12, 14 janvier 2009.<http://www.pagina12.com.ar/diario/elmundo/4-138464-2010-01-14.html> Traduit par <http://amerikenlutte.free.fr>